Autorisation d’ouverture d’une école, contrat et subventions… : l’association islamiste turque Millî Görüs n’a pas toujours été sulfureuse pour l’Etat

30/03/2021 à 13h14



Autorisation d’ouverture d’une école en 2019, contrat et subventions en 2020… Selon les informations de «Libération», l’association islamique Millî Görüs et son président Eyüp Sahin, que Gérald Darmanin et Marlène Schiappa trouvent si problématiques, étaient très fréquentables pour les services de l’Etat il y a encore quelques semaines.

www.liberation.fr

TARTUFFES Mercredi dernier, Gérald Darmanin est revenu à ses fondamentaux en lançant un nouveau procès en *«islamo-gauchisme»*. Le ministre de l'Intérieur a ainsi accusé la majorité EE-LV de Strasbourg de *«financer une ingérence étrangère sur le sol»* français après l'adoption, lundi 22 mars, d'une subvention de 2,5 millions d'euros pour l'extension de la mosquée Eyyub Sultan, soutenue par une association pro-turque, Millî Görüş. Depuis, **Darmanin et sa ministre déléguée à la Citoyenneté, Marlène Schiappa, rivalisent d'outrance, cette dernière accusant les Verts de *«complicités islamistes»***, de *«pactiser avec les tenants d'un islam politique et radical»*. Mais l'Etat et ses représentants locaux ne découvrent pas l'association Millî Görus et son président, Eyüp Sahin. Selon nos informations, la préfecture du Bas-Rhin a ainsi autorisé en 2019 l'association Vision, une composante de Millî Görüş et présidée aussi par Eyüp Sahin, à ouvrir une école élémentaire privée hors contrat. Du côté du ministère de l'Education nationale, on assure n'avoir conclu *«aucun contrat avec un établissement scolaire de la mouvance Milli Görüş ni d'ailleurs avec aucun autre établissement d'une autre mouvance turque en France»*. *«Aucun contrat»*, certes, mais une *«autorisation»* oui. Ce n'est pas tout. Fin septembre 2020, alors que Darmanin et Schiappa étaient déjà arrivés à Beauvau, l'Etat, la préfecture du Bas-Rhin et la direction départementale des territoires, ont conclu avec le Conseil régional du culte musulman d'Alsace, présidé par Eyüp Sahin lui-même, une convention de partenariat pour des actions de sécurité routière à destination des jeunes *«sans distinction de croyance et d'origine»*. Objectif : lutter contre les rodéos urbains. Interrogé à ce sujet, le ministère de l'Intérieur n'a pas répondu à nos questions. De son côté, Bayou dénonce ***«la tartufferie et l'hypocrisie»* du gouvernement** en général et de Darmanin en particulier. *«C'est de la malhonnêteté. Je n'aurais pas de mots assez durs*, assume le patron d'EE-LV. ***Il faut siffler la fin de la partie**.»* **Sy. C.**